

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2026

RÉSULTATS DE LA GESTION ET PORTANT APPROBATION DES COMPTES DE L'ANNÉE
2025 - (N° 2694)

Commission	
Gouvernement	

N° 44

AMENDEMENT

présenté par

Mme Lejeune, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 11

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous proposons de supprimer cet article 11 met un coup d'arrêt définitif au compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce », clôturé au 1er janvier 2023, en soldant les comptes.

Cet article est l'occasion de revenir sur l'un des épisodes les plus dévastateurs de l'histoire économique européenne récente.

En 2012, la Grèce s'est vu imposer par la Troïka un plan d'austérité d'une brutalité sans précédent en temps de paix. Résultat, la dette grecque s'établit en 2025 à 150 % de son PIB, contre 162 % en 2012 : un montant quasi-identique, après 13 ans de sacrifices, de souffrance, et de désespérant. Si le désendettement promis est resté illusoire, l'effondrement social, lui, a bien eu lieu.

Le bilan humain est accablant. La Grèce détient le record européen du temps de travail hebdomadaire — 39,8 heures en moyenne — et celui de la proportion de travailleurs sept jours sur sept, à 32,3 %, loin devant la moyenne européenne. En 2024, la semaine de six jours a été légalisée dans certains secteurs. Malgré cela, la moitié des salariés du privé gagnait moins de 800 euros nets par mois en 2023. La population jeune et diplômée part massivement vivre et travailler à l'étranger, faute de perspectives dans un pays que les marchés financiers ont saccagé.

Face à cela, la France aurait pu aisément acheter massivement des titres de dette grecque à taux nul tout au long de la décennie 2010-2020. Cela aurait été d'autant efficace que les taux français étaient particulièrement bas, voire négatifs, sur cette période. Mais la France de Macron a manqué à son devoir de solidarité envers un pays ami, auquel elle a préféré la rapacité du libre marché.

Nous proposons cet article pour dénoncer ce que représente ce mécanisme : la soumission des peuples aux créanciers, à rebours de tout projet de justice sociale et de souveraineté démocratique.